

Compte rendu du conseil d'administration de l'institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (l'Institut Agro)

Séance du 11 janvier 2022

24 membres présents, 5 membres représentés.

Après avoir constaté le quorum, Dominique Chargé ouvre la séance.

1. Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 16 novembre 2021

Dominique Chargé propose de procéder à l'approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 16 novembre 2021, bien que celui-ci ait été adressé aux administrateurs hors délais.

Cyril Kao informe qu'il enverra quelques précisions de formulation concernant ses verbatims afin de les intégrer dans le procès-verbal.

Délibération : le procès-verbal du 16 novembre 2021 est approuvé à la majorité avec 26 voix pour et 1 abstention, sous réserve de la prise en compte des modifications apportées par Cyril Kao.

2. Actualités de l'Institut Agro

2.1 Principales avancées et faits marquants depuis le conseil d'administration du 16 novembre 2021

Anne-Lucie Wack présente les principales avancées et faits marquants de la période, récapitulés dans la note de synthèse jointe au dossier.

Cyril Kao demande si les références aux partenaires académiques de sites figureront également dans les communications de toutes les écoles internes.

Anne-Lucie Wack répond qu'effectivement le travail fait sur la communication respecte les engagements pris, ces engagements pouvant être différents selon les sites, tout en évitant une accumulation de logos qui brouillerait le message dans cette période clé de lancement de la nouvelle identité visuelle de l'Institut.

3. Stratégie

3.1 Accord Cadre Institut Agro / INRAE

Dominique Vollet précise que ce projet d'accord a pour objectif d'établir un cadre plus général, traitant des relations de l'Institut Agro avec l'INRAE, que les conventions spécifiques pouvant également être élaborées par site. Certains éléments sont encore cours de discussion et apparaissent surlignés jaune dans la présentation.

Le projet d'accord comporte six parties :

- La première définit une politique scientifique partagée portant sur le cœur de compétence autour de l'agriculture, de l'environnement et de l'alimentation. Des approches inter et transdisciplinaires permettront de lier la formation et la recherche dans l'analyse des transitions agroécologiques, numériques et sociales.

- La seconde partie porte sur les modalités de partenariat. Le développement d'actions visant à accroître l'attractivité des deux instituts est envisagé à court terme. Des partenariats à l'international seront également développés. La mise au point d'une politique doctorale est envisagée à moyen terme. Des actions incitatives communes pourraient également y figurer.
- Le principe d'une gouvernance en comité de pilotage stratégique et comité de pilotage opérationnel a été acté dans la troisième partie. Leur composition reste à définir.
- La quatrième partie porte sur les modalités d'exécution.
- La cinquième partie est relative à la propriété intellectuelle et la valorisation des résultats.

Anne-Lucie Wack souligne la dimension éminemment stratégique et politique de cet accord qui acte le fait que l'institut Agro et l'INRAE se considèrent comme des partenaires privilégiés. L'objectif est de construire une stratégie commune et viser une plus grande cohérence dans la collaboration avec les écoles et les sites.

Cyril Kao confirme le caractère stratégique cet accord, qui avait déjà été évoqué dans les étapes préalables de la construction de l'Institut. L'INRAE partage des ambitions communes avec l'Institut, qui est le deuxième partenaire académique derrière le CNRS.

Jérôme Coppalle salue ce travail entre les deux instituts « frères ». Il se demande si une convention d'objectifs et de moyens serait envisagée à terme.

Marie-Stéphane Tixier est très satisfaite de cette convention. Les enseignants-chercheurs pourront être plus encadrés dans leurs activités de recherche. Les chercheurs auront une implication plus forte dans l'enseignement. Ces ambitions devraient donc être clairement écrites. L'objectif de l'INRAE de participer à la formation devrait également être explicité. Elle regrette cependant qu'aucun enseignant-chercheur ne soit membre de la gouvernance. De nombreux enseignants-chercheurs de l'Institut étaient auparavant directeurs d'unités. Une réflexion et des orientations sur ce sujet sont nécessaires.

Corinne Bitaud demande si le chapitre éthique et déontologie visera à aller au-delà de ce qui est déjà prévu par la charte nationale de déontologie des métiers de la recherche, et sur les axes envisagés dans ce cas. Les instituts techniques agricoles et agro-industriels ont engagé un travail sur cette question depuis deux ans.

Sylvie Avallone regrette que le document n'ait pas encore été présenté dans les instances des écoles et de l'Institut pour l'enrichir. Des questions de fond restent à résoudre pour que l'accord soit bénéfique dans les deux sens. Les élus aimeraient que les modalités d'implication des professeurs-consultants soient plus précises et que des débats aient lieu autour de la notion de chaire de professeur junior afin de ne pas créer d'inégalités entre les enseignants. Ils souhaiteraient que les bénéfices apportés au niveau de la communauté des étudiants de l'Institut Agro soient plus étayés. De plus, les enseignants-chercheurs ne semblent pas assez visibles dans cet accord cadre. Il paraît donc difficile de voter cette convention en l'état.

Didier Gascuel explique que les élus ne souhaitent pas que cette convention soit votée aujourd'hui. Elle est certes essentielle, mais le fond et la forme ne sont pas finalisés. Elle doit être discutée dans les autres instances avant d'être validée par le conseil d'administration. Le rôle joué par les enseignants dans la gouvernance de l'accord cadre occupe une place insuffisante. La plus-value de l'Institut devrait également apparaître plus clairement. Par ailleurs, l'Institut Agro a besoin de l'INRAE pour conforter sa place dans les écoles doctorales dans lesquelles il est engagé. Ce principe devrait être inscrit dans l'accord cadre. Quant aux mandats de gestion qui sont confiés quasiment systématiquement à l'INRAE, cela ne semble pas répondre à la volonté d'établir une relation égalitaire entre partenaires. L'accord cadre

pourrait préciser le principe d'une attribution du mandat de gestion en fonction du contexte par site. Les élus demandent à ce que le vote formel soit reporté à un prochain conseil d'administration.

Bettina Laville rappelle que les aspects agricoles font partie intégrante de la réflexion internationale sur le CO2. L'abondance de chercheurs dans ces deux instituts spécialisés dans les domaines de l'environnement et l'agriculture pourrait conduire à l'introduction d'un objectif de proposition à la communauté internationale et aux pouvoirs publics.

Anne-Lucie Wack réaffirme qu'il ne s'agit que d'une première version de la convention, et que la délibération ne propose pas de la voter en l'état mais d'acter les principes proposés et de donner mandat à l'établissement pour la finaliser, en consultant les différentes instances concernées. La convention permettrait d'installer le comité stratégique et le comité opérationnel afin d'approfondir la collaboration. Le report de la signature est possible mais ralentira forcément le processus.

Didier Gascuel constate que le terme « environnement » n'est jamais mentionné dans la convention. Une délibération pourrait confier à la direction la mission de préparer un texte qui pourra être validé dans les prochaines instances.

Jana Kandler pense qu'il faut prendre le temps nécessaire pour finaliser la convention et demande si le document finalisé sera de nouveau étudié lors d'un prochain conseil d'administration.

Anne-Lucie Wack explique que l'objet de la délibération était d'éviter un nouveau passage en conseil d'administration. Elle visait à approuver les grands principes, pour que la convention soit ensuite finalisée avec les instances concernées.

Bettina Laville reconnaît que l'annonce d'un travail commun au Salon de l'agriculture sera bénéfique pour l'Institut. Le texte final pourrait être communiqué au conseil d'administration sans délibération.

Dominique Chargé propose de mettre la délibération au vote et de voir ce qu'il sera possible d'annoncer au moment du Salon de l'agriculture.

Délibération : les axes retenus pour l'accord-cadre entre l'institut Agro et l'INRAE ainsi que le mandat donné à la Directrice générale pour finaliser cet accord en lien avec le Président directeur général de l'INRAE pour validation dans les instances de gouvernance concernées en vue d'une annonce au Salon de l'agriculture, sont approuvés à la majorité avec 25 voix pour et 5 abstentions.

4. Gouvernance

4.1 Finances

4.1.1 BR 2022 au nouveau périmètre de l'Institut Agro

Gaëlle Malécot-Tamborini indique que l'Institut Agro et AgroSup Dijon ont fait voter leurs budgets respectifs au sein de leurs conseils d'administration au mois de novembre 2021. Un budget à trois écoles doit être établi pour 2022 du fait de l'intégration de l'école de Dijon dans l'Institut Agro. La construction du budget rectificatif ne traduit pas encore les inflexions stratégiques du projet de l'Institut. Il s'agit à ce stade d'une consolidation des deux budgets initiaux.

Jérémy Fourreau précise que les deux budgets avaient fait l'objet d'une présentation d'analyse garantissant leur soutenabilité. Ils avaient été rendus exécutoires, c'est pourquoi ce budget est le premier budget rectificatif de 2022.

Le budget global de l'Institut approche les 137 millions d'euros, incluant la masse salariale des fonctionnaires. Une part de 71 millions d'euros est prise en charge par le Ministère. Le budget annexe de la Fondation s'élève à 1,9 million d'euros. Le budget principal est de 64 millions d'euros. Il est réparti envers les trois écoles et comprend également le budget commun de l'Institut.

L'objectif pour l'exercice 2022 est d'élaborer une trajectoire financière qui soutiendra le projet stratégique de l'Institut. Une enveloppe servant à soutenir des appels à projets sera mise en place avec un fonds minimal fixé à 500.000 €. Elle fera l'objet d'une expression des besoins auprès des différents services. Le cabinet Deloitte a été retenu pour accompagner la Direction dans le diagnostic de la chaîne financière et la refonte des processus.

Le solde budgétaire est négatif de 1,8 million d'euros. L'arrivée d'AgroSup Dijon ne vient pas l'impacter de façon démesurée. Le niveau de trésorerie affiché s'élève à 30 millions d'euros. Le résultat est de 500.000 €. La capacité d'autofinancement atteint 4,24 millions d'euros. Le fonds de roulement est proche de 24 millions d'euros. Le budget est soutenable sur l'exercice. L'objectif sera de déterminer la part du fonds de roulement non gagée qui peut être utilisée pour mettre en place les grands axes stratégiques.

Didier Gascuel explique que les élus s'étaient abstenus sur le budget initial présenté au conseil d'administration de novembre car il avait été élaboré dans une certaine précipitation. Ils n'avaient pas eu l'impression d'être associés à la construction. Le motif sera identique pour ce budget rectificatif. Les élus espèrent qu'un dialogue effectif sur le budget sera mis en place en 2022.

Elisabeth Bozsoniyk demande comment l'enveloppe de 500.000 € sera répartie entre les établissements. Par ailleurs, elle n'a constaté aucune recette ou dépense supplémentaire pour le budget de la Fondation alors qu'une troisième école y contribuera.

Jérémy Fourreau explique qu'AgroSup Dijon n'avait pas de fondation. Un agrégat n'a donc pas pu être ajouté lorsqu'il a intégré la fondation Institut. L'évaluation de l'apport de Dijon pour la Fondation se situe aujourd'hui aux alentours de 55.000 €. La direction a considéré qu'il n'y avait pas de risque à laisser le budget rectificatif tel que présenté aujourd'hui. Il pourra cependant être amené à évoluer dans un prochain budget rectificatif.

Anne-Lucie Wack précise que les modalités de mise en œuvre du fond incitatif 2022 ont été préparées pour une présentation lors du Copil Institut du 17 janvier 2022, et validation en Codir du 19 janvier 2022, pour un lancement des appels à projets prévu début février.

Délibération : le budget rectificatif n°1 2022 de la Fondation IA est approuvé à la majorité des membres avec 21 voix pour et 9 abstentions.

Délibération : le budget rectificatif n°1 2022 au nouveau périmètre de l'Institut Agro est approuvé à la majorité des membres avec 18 voix pour et 12 abstentions.

4.1.2 Autorisation d'acceptation d'un don avec condition

Laurent Gebel indique que la maison Educagri éditions est hébergée par l'Institut Agro Dijon. Le don vise à produire et de diffuser un documentaire jugé d'intérêt patrimonial par le comité d'analyse des projets. Ce documentaire a vocation à témoigner de l'œuvre du scientifique

français et professeur Pierre Galet sur l'ampélographie. Un financement au mécénat avait été ouvert en juin 2021 pour financer ce projet. Plusieurs dons ont déjà été reçus et validés par le conseil d'administration d'AgroSup Dijon. Un nouveau don est aujourd'hui proposé de manière à assurer la continuité du projet en attendant l'installation formelle de la Fondation.

Christine Heuzé demande pourquoi le vote des points 4.1 et 4.2 ne pouvait pas attendre le conseil d'administration du 17 mars 2022. Les élus d'AgroSup Dijon auraient alors pu y prendre part.

François Roche-Bruyn explique que l'Institut doit pouvoir fonctionner sans difficulté et sans risque juridique. Les délibérations suivantes ont été préalablement votées par le conseil d'administration d'AgroSup Dijon. Elles doivent formellement être de nouveau votées par le conseil d'administration de l'Institut Agro.

Didier Gascuel souhaite savoir si ces points ont fait l'objet de remarques des élus lors de la présentation au Conseil d'administration d'AgroSup Dijon.

François Roche-Bruyn confirme que les règlements des formations d'ingénieur et du master spécialisé ont été votés à l'unanimité.

Délibération : l'autorisation d'acceptation d'un don avec condition est approuvée à l'unanimité.

4.2 Organisation et fonctionnement suite à la création de la nouvelle école interne

Laurent Gebel indique que les cinq délibérations permettent de maintenir les dispositions en place au sein d'AgroSup Dijon pour ne pas créer de rupture dans l'organisation des activités. L'objectif est de parvenir à converger sur ces différents sujets dans un futur proche. AgroSup Dijon porte certaines missions spécifiques pour la DGER, dont la formation des élèves ingénieurs fonctionnaires et le comité national d'expertise de l'innovation pédagogique. Des dispositions particulières d'indemnisation doivent ainsi être prolongées afin que l'Institut soit toujours attractif pour les interventions de personnes extérieures. Cette logique s'applique également aux agents membres du Conseil national des universités. Ces modalités dérogatoires sont précieuses pour indemniser les personnes ressources intervenant dans le cadre du dispositif national d'appui et du programme national de formation.

François Roche-Bruyn précise que la délibération 4.2.5 a été votée à l'unanimité par le conseil d'administration d'AgroSup Dijon. La délibération concernant le RIALTO est très ancienne.

Anne-Lucie Wack rappelle que la même procédure avait été réalisée à la création de l'Institut pour assurer la continuité du fonctionnement des deux écoles lors de leur intégration dans l'Institut.

4.2.1 - Prorogation pour l'année universitaire 2021-2022 et 2022- 2023 du règlement des études en vigueur au 31 décembre 2021 à l'Institut Agro Dijon

Délibération : la prorogation pour l'année universitaire 2021-2022 et 2022- 2023 du règlement des études en vigueur au 31 décembre 2021 à l'Institut Agro Dijon est approuvée à l'unanimité.

4.2.2 - Prorogation pour les années universitaire 2021-2022 et 2022-2023 des référentiels d'équivalences horaires des activités des enseignants-chercheurs en vigueur au 31 décembre 2021 à l'Institut Agro Dijon

Délibération : la prorogation pour les années universitaire 2021-2022 et 2022-2023 des référentiels d'équivalences horaires des activités des enseignants-chercheurs en vigueur au 31 décembre 2021 à l'Institut Agro Dijon est approuvée à l'unanimité.

4.2.3 - Prorogation pour les années universitaires 2021-2022 et 2022-2023 du règlement intérieur sur l'aménagement local du temps de travail et sur l'organisation (RIALTO) en vigueur au 31 décembre 2021 à l'Institut Agro Dijon

Délibération : la prorogation pour les années universitaires 2021-2022 et 2022-2023 du règlement intérieur sur l'aménagement local du temps de travail et sur l'organisation (RIALTO) en vigueur au 31 décembre 2021 à l'Institut Agro Dijon est approuvée à l'unanimité.

4.2.4 Prorogation des critères d'attribution 2021/2022 d'allocation de la prime pour charge administrative aux enseignants-chercheurs titulaires et personnels assimilés au sein de l'Institut Agro Dijon

Délibération : la prorogation des critères d'attribution 2021/2022 d'allocation de la prime pour charge administrative aux enseignants-chercheurs titulaires et personnels assimilés au sein de l'Institut Agro Dijon est approuvée à la majorité avec 29 voix pour et 1 abstention.

4.2.5 Délibération complémentaire à la délibération 4.5 du conseil d'administration du 17 mars 2020 relative aux modalités d'indemnisation des frais de mission

Délibération : la délibération complémentaire à la délibération 4.5 du conseil d'administration du 17 mars 2020 relative aux modalités d'indemnisation des frais de mission est approuvée à la majorité avec 29 voix pour et 1 abstention.

4.3 Autorisation de souscrire une location pour attribution d'une concession de logement par nécessité absolue de service (NAS)

Gaëlle Malécot-Tamborini indique que l'avis du conseil d'administration est sollicité pour autoriser la Directrice générale de l'Institut Agro à prendre un bail en vue de l'attribution d'un logement en nécessité absolue de service pour la directrice de l'école Rennes-Angers. Le logement est situé à dix minutes du campus. Cette attribution est envisagée de façon temporaire dans l'attente que les travaux de désamiantage soient finalisés dans le logement initialement prévu. Ils devraient prendre fin au premier semestre 2023.

Délibération : l'autorisation de souscrire une location pour attribution d'une concession de logement par nécessité absolue de service est approuvée à la majorité avec 29 voix pour et 1 abstention.

Didier Gascuel annonce qu'il ne se représentera pas aux prochaines élections et ne poursuivra donc pas son mandat d'élu et souhaite remercier l'ensemble des membres du conseil d'administration pour les débats enrichissants.

Dominique Chargé tient également à remercier les membres du conseil d'administration pour leur participation à la vie de l'Institut et le travail remarquable réalisé. Il souhaite par ailleurs que le prochain conseil d'administration puisse se tenir en présentiel à Rennes.

Rappel : Date de la prochaine réunion du conseil d'administration : 17 mars 2022.

CONSEIL D'ADMINISTRATION FEUILLE D'EMARGEMENT MARDI 11 JANVIER - VISIO

MEMBRES DE DROIT			
	Présence	Pouvoir	Signature
Mr Jérôme COPPALLE Sous-directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche	présent		
Mr Yvan LAGADEUC conseiller scientifique et pédagogique - DGESIP	excusé	A J. Coppalle	
Mr Cyril KAO INRAE	présent		
Mr Philippe AUGE Président de l'Université Montpellier	présent	Arrivé à 15h	
Mr David ALIS Président de l'Université Rennes 1	excusé	A D. Chargé	
Mme Hélène GUIDO-HALPHEN Présidente du conseil d'école interne AGROCAMPUS OUEST	présente		
Mr Michel PENET Président du conseil d'école interne Montpellier SupAgro	présent		
Mr Jean-Marie BARILLERE Président de l'Union des maisons de Champagne	excusé	A M Penet	
Mme Corinne BITAUD Directrice de l'Institut technique de l'horticulture	présente		
Mr Dominique CHARGE Président de la Coopération agricole	présent		
Mr Thierry COTILLARD Président-directeur-général d'Intermarché	Démission		
Mme Laure COUDRET-LAUT Directrice d'Erasmus+	présente		
Mme Isabelle PLASSAIS Présidente de l'Association des directeurs d'EPL ; Directrice de l'EPLFPA de Marmilhat	présente		
Mr Mohammed SADIKI Président du Conseil d'Administration du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes	excusé		

Mr Sébastien WINDSOR Président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture	présent		
Mme Bettina LAVILLE Présidente du Comité 21, Conseillère d'Etat honoraire	présente		
MEMBRES ELUS			
Représentant des professeurs et personnels assimilés			
Mr Didier GASCUEL	présent		
Mr Christophe CUDENNEC	présent		
Mme Marie-Stéphane TIXIER	présente		
Mme Sylvie AVALLONE	présente		
Représentants des maîtres de conférences et assimilés			
Mme Anne LAPERCHE	présente		
Mme Laure VIDAL BEAUDET	présente		
Mme Leïla TEMRI	excusée	A E. Bozsonyick/J. Kandler	
Mme Maeva SUBILEAU	présente		
Représentants des personnels IATOS			
Mme Christine HEUZE	présente		
Mr Rémi GARDET	présent	Jusqu'à 16h30 puis pouvoir à C. Heuzé	
Mme Jana KANDLER	présente		
Mme Elisabeth BOZSONIYK	présente	Jusqu'à 16h30 puis pouvoir à J. Kandler	
Représentant des étudiants			
Mr Antoine BIOTEAU	présent		
Mr Victor DUFOUR-BARILLOT	présent		
Mme Clémence DAUBIN	excusée	A C. Maurin	
Mr Clément MAURIN	présent		